Désirée Pomper

« Si beaucoup de petites gens réalisent beaucoup de petites choses dans beaucoup de petits endroits, la face du monde changera. »
Proverbe tanzanien

L'accès au marché permet de réduire la pauvreté

Intégrer les plus démunis au marché pour lutter contre la pauvreté. Grâce à cette approche, des dizaines de milliers de petits paysans tanzaniens deviennent de véritables partenaires commerciaux. Bien informés, ils augmentent en quelques années leurs rendements et leurs revenus. Cependant, la sécheresse continue de causer bien des soucis aux agriculteurs. De Désirée Pomper*.

Lorsqu'on quitte la vie trépidante de Dar es Salam, capitale de la Tanzanie, pour rejoindre Dodoma, à l'intérieur du pays, le paysage devient désertique. Une terre ocre s'étire à perte de vue. Des femmes marchent le long de la route, des bidons d'eau en équilibre sur la tête. De jeunes garçons conduisent des chèvres et des vaches. Perchés sur des vélos trop grands pour eux, des enfants nous font signe. Dans les champs, le soleil s'abat sur des paysans qui piochent un sol dur, où de nouvelles fissures apparaissent aussitôt.

Le centre de la Tanzanie est l'une des régions les plus arides du pays. On peine à imaginer que l'agriculture est le pilier principal de l'économie nationale. Ce secteur occupe deux tiers de la population active. Depuis qu'elle est passée d'une économie planifiée à une économie de marché, en 1986, la Tanzanie a sensiblement accru son revenu national brut. Mais cette hausse n'a guère amélioré les conditions de vie dans les campagnes. Le pays reste l'un des plus pauvres du monde. Les salaires sont extrêmement bas, les pénuries alimentaires récurrentes et les marchés peu performants.

De meilleurs revenus pour 74 000 ménages

C'est à ces problèmes que s'attaque la Société pour le développement rural (RLDC), financée par la DDC. Elle applique l'approche « Faire fonctionner les marchés au bénéfice des pauvres » (*Making markets work for the poor* – M4P), dont l'objectif est d'intégrer les populations démunies dans l'économie. « Si les paysans souffrent d'une pauvreté extrême, c'est qu'ils n'ont pratiquement pas accès au marché », déclare Géraldine Zeuner, responsable de la DDC en Tanzanie.

Dans le Corridor central, la RLDC appuie des secteurs agricoles comme l'élevage de volaille et de bétail ainsi que la culture de tournesol, de riz et de coton. Favorisant l'intégration économique des petits producteurs, elle leur ouvre l'accès aux marchés locaux, régionaux et nationaux. En même

C'est encore l'homme qui décide

Le modèle M4P ne favorise qu'indirectement l'égalité des sexes. Au total, les femmes représentent 33% de la main-d'œuvre qui travaille en Tanzanie dans les secteurs économiques soutenus par la RLDC. Ce sont pourtant encore et toujours les hommes qui prennent les grandes décisions concernant la production et la vente. Les femmes regrettent aussi que l'argent gagné serve souvent à acheter de l'alcool, au lieu de financer une formation ou des médicaments. Peu à peu, les mentalités évoluent pourtant. « Mon mari et moi travaillons toute la journée aux champs et nous partageons les revenus », raconte une rizicultrice à Itumba. En outre, les femmes sont toujours plus impliquées dans la recherche de solutions.

Désirée Pomper

Des mesures ciblées ont permis aux petits paysans d'écouler leur production sur les marchés, qu'il s'agisse de riz (ci-dessus) ou de coton.

temps, cela contribue à l'établissement d'une filière efficace grâce à laquelle les paysans peuvent gagner plus et échapper à la pauvreté extrême.
Entre 2008 et 2010, quelque 74000 ménages ont ainsi pu accroître leur revenu annuel moyen de 28 à 96% selon les secteurs. La DDC prévoit d'investir 32 millions de francs dans ce projet d'ici 2015. L'approche M4P mise sur les contrats passés entre agriculteurs et acheteurs. Cette agriculture « contractuelle » régit la qualité, la quantité, les modes de production, les prix, les modalités de livraison et la formation. « De tels accords garantissent des débouchés aux paysans. Ils permettent d'éviter une sur- ou une sous-production et stabilisent les prix des produits agricoles », se réjouit Géraldine Zeuner.

Cours de perfectionnement inclus

La situation des producteurs de tournesol, dans la région de Singida, montre bien ce que signifie concrètement ce système. Jérôme raconte qu'il gagnait auparavant 2 à 3 dollars par are. Aujourd'hui, le rendement dépasse 10 dollars. En l'espace de trois ans, ce cultivateur a triplé son revenu annuel, qui est passé de 200 à 613 dollars. « Nous nous organisons en petits groupes. Ainsi, nous pouvons acheter des semences plus chères, mais de qualité supérieure. Dès lors, l'huile de tournesol est nettement meilleure », explique-t-il. Avec l'appui financier de la RLDC et de l'acheteur contractant, le responsable de chaque groupe suit des cours de perfectionnement. De cette manière, les paysans ont appris par exemple à produire eux-mêmes des engrais et des insecticides biologiques.
La transparence des prix joue aussi un rôle essentiel. Grâce à la téléphonie mobile, un SMS suffit pour connaître les prix sur les marchés régionaux. Aux termes du contrat passé avec le producteur d'huile, les agriculteurs ont par ailleurs la garantie de pouvoir vendre toute leur récolte à un prix fixe. « Nous n'avons plus à craindre d'être trompés ou de rester avec notre marchandise sur les bras », souligne Joseph. De l'avis de Lucia, il reste cependant beaucoup à faire : « Nous avons besoin de davantage d'engrais, de meilleurs moyens de formation, de systèmes d'irrigation plus efficaces et de barrages pour stocker l'eau. La sécheresse est notre principal ennemi. »

Une épouse plutôt qu'une moto

Robert profite lui aussi des contrats. Ce riziculteur a construit trois nouvelles maisons sur son domaine. Il a également acheté une douzaine de chèvres et de vaches. Son revenu se monte à 3600 dollars par an, soit deux fois plus qu'en 2009. Il peut désormais envoyer, non plus un seul, mais tous ses enfants à l'école.
Alors que les autres membres de son groupe ont acheté des panneaux solaires, des téléviseurs ou des motos, Robert a investi dans la famille : il a payé quinze vaches pour l'épouse de son fils aîné. Un prix élevé certes, mais plus la peau d'une femme est claire, plus la dot est élevée. C'est pourtant surtout à sa propre épouse que Robert réserve ses louanges : « Elle n'est plus très jeune, mais, grâce à la richesse que nous fournit la récolte de riz, elle est toujours très belle. » ■

(De l'allemand)

**Désirée Pomper s'est rendue en Tanzanie dans le cadre d'un échange de journalistes organisé par la DDC*

Trente ans de coopération
La Tanzanie compte depuis de nombreuses années parmi les pays prioritaires de la DDC. Les premiers projets ont été lancés dans les années 60. Les activités se sont intensifiées en 1981 avec l'ouverture d'un bureau de coopération à Dar es Salaam. Actuellement, la DDC met en œuvre un programme conjoint avec le Secrétariat d'État à l'économie (Seco). Son objectif est de réduire la pauvreté et d'améliorer durablement les conditions de vie de la population.
Il s'agit de stimuler la croissance économique, notamment dans les zones rurales pauvres, d'améliorer le bien-être physique et social, en portant une attention particulière au sida, d'instaurer un développement équitable entre les sexes et de promouvoir une bonne gouvernance, basée sur un processus décisionnel démocratique et décentralisé.
www.ddc.admin.ch, « Pays », « Tanzanie »
www.swiss-cooperation.admin.ch/tanzania

DDC interne

DDC

Aide insuffisante à l'extérieur des camps
(unz) La Corne de l'Afrique subit actuellement la pire sécheresse de ces soixante dernières années. Plus de 13 millions de personnes – en Éthiopie, en Somalie et au Kenya – ont un urgent besoin de secours. Avec le soutien de l'aide humanitaire de la DDC, la Fondation Terre des Hommes intervient dans le nord-est du Kenya. Son projet vise à nourrir et à soigner 8000 enfants sous-alimentés et 350 femmes enceintes ou allaitantes, qui souffrent de malnutrition. Tous appartiennent à des familles d'éleveurs établies non loin des camps de réfugiés de Dadaab, où vivent quelque 450 000 Somaliens. Contrairement à ces derniers, la population locale n'a reçu jusqu'ici qu'une aide insignifiante, alors que la sécheresse l'a frappée tout aussi durement. Le projet ne crée pas de structures parallèles, mais appuie le ministère kenyan de la santé sous différentes formes – capacités de gestion, logistique et infirmières engagées sur place. La DDC réhabilite les infrastructures médicales et l'approvisionnement en eau dans les centres de santé. Elle met à disposition des véhicules, du matériel de secours et des spécialistes de la sécurité.
Durée du projet : 2011 – août 2012
Volume : 1,6 million CHF

De l'eau potable pour des réfugiés
(unz) La DDC finance l'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans sept camps de réfugiés palestiniens au Liban. L'un des buts est de prévenir les maladies causées par de l'eau polluée. Ce projet est réalisé en étroite collaboration avec des représentants des réfugiés sous la conduite de l'ONU. Pour que les 70 000 habitants de ces camps reçoivent de l'eau potable en suffisance, il s'agit d'abord de réhabiliter des installations délabrées. D'autres mesures visent à en assurer l'entretien et contribuent au bon usage de cette précieuse ressource : formation de spécialistes locaux, campagnes de sensibilisation et création de groupes d'utilisateurs. La DDC finance la totalité du projet et met à disposition des experts du Corps suisse d'aide humanitaire.
Durée du projet : 2011 – fin 2012
Volume : 3,4 millions CHF

Transferts d'argent vers le Kosovo
(lrf) Environ 170 000 Kosovars vivent en Suisse. Ils s'y sont installés à partir des années 60, en raison de l'instabilité politique et du manque de perspectives économiques dans leur patrie. Actuellement, ils envoient plus de 100 millions de francs par an à leurs familles restées au pays, ce qui représente environ 3% du produit intérieur brut du Kosovo. La DDC tient compte de l'importance de la diaspora albanophone de Suisse : elle finance depuis 2010 le portail *www.albinfo.ch* qui offre en albanais, en allemand et en français des nouvelles et des services destinés à cette communauté. Elle a également lancé en 2011 un projet dont le but est d'inciter les émigrés à soutenir financièrement non seulement leurs propres familles, mais aussi des initiatives à caractère social et économique au Kosovo. Ce projet est mis en œuvre par les deux communes pilotes de Gjakova et Gjilan, ainsi que par l'agence de la diaspora kosovare, avec l'appui d'experts locaux et internationaux.
Durée du projet : 2011 – 2015
Volume : 2,4 millions CHF

Développement régional en Pologne
(lrf) Dans le cadre de sa contribution à l'élargissement de l'UE, la Suisse finance dix projets de développement économique et social dans le sud-est de la Pologne, une région structurellement faible. Ces projets visent essentiellement le renforcement de l'entrepreneuriat local, l'amélioration de la production agricole, l'élaboration de modèles pour la formation professionnelle et continue, ainsi que la création de réseaux et de partenariats pour le développement régional. Ils sont destinés aux jeunes et aux populations rurales. Leur réalisation est prise en charge par les autorités locales ou par des organisations de la société civile, souvent en partenariat avec des communes et des organisations non gouvernementales suisses. Ces activités contribuent à renforcer les relations bilatérales entre la Suisse et la Pologne.
Durée du projet : 2011 – 2017
Volume : 47,7 millions CHF

DDC

Désenclaver les habitants des îles fluviales
(bm) Avec 160 millions d'habitants, le Bangladesh est l'un des pays les plus peuplés du monde. Malgré une croissance économique de 6% en moyenne ces dernières années, il reste aussi l'un des plus pauvres. La forte densité démographique, les risques naturels, la mauvaise gouvernance, mais aussi le manque d'accès aux marchés entravent la réduction de la pauvreté. Environ 2 millions de personnes – principalement des femmes seules avec leurs enfants – vivent sur des bancs de sable formés par l'érosion dans les cours d'eau. Ces îles fluviales sont déconnectées des économies locales et privées de services publics (écoles, etc.). Un projet de la DDC vise à insérer les habitants dans les chaînes de production et à améliorer leur accès aux marchés. Il doit permettre à ces populations démunies d'augmenter leur revenu, de réduire leur vulnérabilité et de renforcer ainsi leur position dans la société.
Durée du projet : fin 2011 – fin 2016
Volume : 8,2 millions CHF